

QUE FAIRE DE MAI 68 ?

Marc Jacquemain

« Avec le recul des années, les événements de mai-juin 1968 apparaissent comme une rupture fondamentale dans l'histoire de la société française, matérialisant l'abandon de l'ordre ancien séculaire marqué par le poids de l'autorité, de la famille, de la morale et de la religion, et l'avènement de la société post-moderne. »

Ce bref extrait de l'article de Wikipédia consacré à mai 68 est sans doute la meilleure façon de commencer un article sur le sujet, parce qu'en une seule phrase, à la fois, il donne une lecture pertinente du sens qu'a pris l'événement et, en même temps, il concentre les contresens qui n'ont cessé de fleurir à son sujet.

On peut lire en effet cet épisode de l'histoire contemporaine sous deux angles ; le premier en fait une affaire *française* avant tout, qui a eu des répercussions ailleurs dans le monde ; le deuxième angle le voit plutôt comme « l'instanciation » française d'une « révolution culturelle » qui a affecté, au long de la décennie 65-75, la plus grande partie du monde occidental industrialisé.

Avec le temps, c'est la deuxième interprétation qui semble s'imposer. Si le « mai 68 » français a été particulièrement créatif et explosif, s'il a pu paraître, vu de près, comme l'amorce d'une révolution politique (qui ne s'est pas produite), il ne prend son sens que réinscrit dans le contexte global de l'époque, qui a vu émerger sur une dizaine d'année, le « flower power », le mouvement américain contre la guerre au Vietnam, les différentes variantes de « mai » (en France, en Italie, en Allemagne, au Japon...) et aussi, ne l'oublions pas, le « printemps de Prague », qui portait l'idée d'une *convergence* de l'Est et de l'Ouest autour du « socialisme à visage humain ».

Cette prise de distance est rarement opérée dans les textes français traitant de « Mai 68 » qui le perçoivent comme un événement *sui generis*, irréductible à autre chose qu'un moment de l'histoire de France.

Pour se dégager de cette vision parfois provincialiste, on peut s'appuyer sur le livre célèbre (mais jamais traduit en français) de Ronald Inglehart, *The Silent Revolution*¹. Ecrivant quelques années après 1968, l'auteur s'appuie sur des données d'enquête à l'échelle de l'Europe (qui est alors l'Europe des six) et des Etats-Unis. Il en sort une thèse qui fait date.

Inglehart définit la période comme le résultat de deux déplacements : l'un dans la configuration sociologique de la conflictualité sociale, l'autre dans les thèmes politiques qui arrivent sur le devant de la scène.

Le premier aspect concerne bien sûr l'élément saillant de mai 68 : c'est un conflit porté d'abord par la jeunesse scolarisée, qui ne touchera le mouvement ouvrier que dans un second temps et assez marginalement sauf en France² (ce qui donne cette coloration spécifique au « mai » français). C'est évidemment une rupture avec la forme « canonique » du conflit social dans le capitalisme industriel, où les révoltés sont du côté de la classe ouvrière et les défenseurs de l'ordre social du côté de la bourgeoisie. Or, ce n'est pas le schéma de « mai » puisque la jeunesse étudiante et lycéenne qui

¹ Princeton University Press, 1977.

² Et aussi en Italie, mais on ne l'abordera pas ici.

descend dans la rue est clairement plus souvent issue des classes moyennes, voire occasionnellement de la bourgeoisie elle-même.

Le deuxième déplacement de la conflictualité se situe du côté des thèmes portés : le refus de l'autorité institutionnelle *en tant que telle*, la revendication de la « libre disposition de soi » (en particulier en matière de liberté sexuelle), le pacifisme, le tiers-mondisme, l'écologie (encore balbutiante), le féminisme, le refus aussi des contraintes du modèle « fordiste » du travail, etc...

Dans le langage d'aujourd'hui on dirait qu'à l'agenda politique, les thématiques *sociétales* se superposent aux thématiques *sociales*.

D'où vient ce double déplacement ? Inglehart suggère qu'il est précisément le produit des « trente glorieuses » (encore en cours à l'époque) : ce qui se fait entendre dans la rue, c'est une génération qui arrive progressivement à « maturité politique » et qui a été socialisée dans une période particulièrement prospère et pacifique en comparaison avec toutes les générations précédentes. Précisément parce qu'elle a grandi dans un contexte particulièrement favorable et protégé, cette génération tend à considérer sa sécurité physique et matérielle comme acquise et se projette dans des aspirations d'une autre nature : la liberté et l'autonomie, la quête de sens, l'ouverture au monde...

Il est donc logique que ces aspirations soient portées par la génération qui n'a pas ou peu connu la première moitié, très tourmentée, du vingtième siècle. Et il est logique aussi qu'elle soit portée principalement par ceux, parmi ces jeunes, que leur statut social et leur éducation protège davantage. Au moment où Ronald Inglehart écrit *The silent revolution*, il admet d'ailleurs que cette partie de la population, qu'il baptise « post-matérialiste », reste très minoritaire dans la plupart des pays investigués. Cela se verra d'ailleurs, en France, dès juin 1968, où De Gaulle (qui représente tout ce que les révoltés rejettent), sera largement réélu, avec, notamment, le soutien d'une partie « matérialiste » de la classe ouvrière.

Quelles que soient ses simplifications, ses outrances et ses insuffisances, cette thèse reste probablement un point d'articulation pour comprendre le « basculement » de cette époque³. Mais quelle est encore la pertinence de cette séquence historique aujourd'hui ?

On pourrait penser que dans notre société globalisée et « connectée », qui a connu successivement le choc pétrolier (1973), le thatchéro-reaganisme (années 80), la chute du bloc de l'Est (1989-91), les attentats du 11 septembre 2001 et les guerres qui ont suivi, et enfin la crise financière initiée en 2006-2008, les « traces » du basculement du milieu des années soixante devraient être devenues indétectables. Or, rien n'est moins sûr.

Pour s'en persuader, il suffirait de comparer, dans n'importe lequel des pays concernés, les thématiques qui, ces dernières années, ont occupé l'agenda politique dans les différents pays concernés. On n'en prendra qu'un exemple : il aurait paru, dans les années soixante, grotesque et obscène de vouloir légiférer sur le mariage homosexuel, alors que l'homosexualité elle-même était encore à peine légalement tolérée (et certainement moralement réprouvée). De même, la lutte contre le harcèlement sexuel, qui occupe depuis quelques mois notre actualité récente et entraîne la chute d'hommes puissants aurait été inimaginable il y a cinquante ans.

Il y a donc bien, aujourd'hui, dans notre actualité politique, un vaste champ de questions « sociétales » (pour reprendre le vocabulaire proposé plus haut) qui vient concurrencer (et à certains moments supplanter) les questions « sociales » dont la place était autrement prépondérante il y a cinquante ans.

³ La synthèse ramassée à l'extrême proposée ici ne peut évidemment rendre justice à cette idée bien plus complexe dans son développement.

Bien sûr, on l'a bien défendu dans ce texte, tout cela n'est pas un *produit* de « l'événement » mai 68 mais a mûri tout au long de la période qui précède.

La prospérité des « trente glorieuses » a contribué à redéfinir l'espace de la conflictualité politique des pays occidentaux, en la déplaçant (partiellement) de l'opposition entre capital et travail vers une opposition entre autorité et autonomie. Bien sûr, la logique systémique du capitalisme s'accommode plus facilement de l'autonomie que de la revendication sociale, ce qui amène tout un courant de pensée (dont une partie se définit à gauche) à voir dans cette évolution une sorte de « ruse de l'histoire ».

C'est un point de vue qui a une vraie pertinence⁴. Une chose paraît sûre, cependant : on ne reconstruira pas de la solidarité sociale sur un retour à l'autorité et l'hétéronomie « d'avant ». Mais c'est une discussion qui dépasserait largement le cadre de cet article.

⁴ Voir Walter Benn Michaels *La diversité contre l'égalité* Paris, Liber-Raisons d'agir (2009), ou de manière moins polémique, Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, nrf 1999.